



CHAPITRE 165

Loi concernant Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Sainte-Germaine
du Lac Etchemin

[Sanctionnée le 18 décembre 1958]

CHAPTER 165

An Act respecting The school commis-
sioners for the municipality of Sainte-
Germaine du Lac Etchemin

[Assented to, the 18th of December, 1958]

Preamble.

ATTENDU que Les commissaires d'éco-
les pour la municipalité de Sainte-
Germaine du Lac Etchemin, dans le comté
de Dorchester, ont, par leur pétition,
représenté que leurs revenus sont insuffi-
sants pour rencontrer les exigences sco-
laires, et qu'il est dans l'intérêt des con-
tribuables, et nécessaire à la bonne admi-
nistration des affaires scolaires et éduca-
tionnelles, que leurs revenus soient aug-
mentés;

Attendu qu'il est à propos de faire droit
à la demande contenue dans ladite péti-
tion;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du
consentement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

Taxe d'é-
ducation
autorisée.

1. Les commissaires d'écoles pour la
municipalité de Sainte-Germaine du Lac
Etchemin sont autorisés à imposer et à
prélever, par résolution, en sus de toute
autre taxe, une taxe spéciale n'excédant
pas deux (2%) pour cent, dite taxe d'édu-
cation, de même nature, de même portée,
et conforme aux dispositions de la Loi
de l'impôt sur la vente en détail (Statuts
refondus, 1941, chapitre 88, et ses amen-
dements), sur le prix de vente ou d'achat
en détail de tous biens meubles, effets
mobiliers, marchandises et articles de
commerce quelconques, y compris le gaz,
l'électricité utilisée pour l'éclairage, la
force motrice ou la chaleur et le service

Preamble.

WHEREAS The school commissioners
for the municipality of Sainte-
Germaine du Lac Etchemin, in the county
of Dorchester, have, by their petition,
represented that their revenues are inade-
quate to meet the school requirements,
and that it is in the interest of the rate-
payers, and necessary to the good admin-
istration of school and educational affairs
that their revenues be increased;

Whereas it is expedient to grant the
prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice
and consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

Education
tax au-
thorized.

1. The school commissioners for the
municipality of Sainte-Germaine du Lac
Etchemin may, by resolution, impose and
levy, in addition to any other tax, a
special tax not to exceed two (2%) per
cent, called education tax, of the same
nature and scope and in accordance with
the provisions of the Retail Sales Tax
Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88,
and its amendments), on the retail sale
or purchase price of all moveables, move-
able effects, merchandise and articles of
trade whatsoever, including gas and elec-
tricity used for lighting, power or heating
and telephone service, sold or purchased
within the limits of The school munici-

de téléphone, vendus ou achetés, dans les limites de la municipalité scolaire de Sainte-Germaine du Lac Etchemin.

Achats
hors du
territoire.

Toute personne résidant ordinairement dans les limites de la municipalité scolaire de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, ou y faisant affaires qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre personne, y apporte, ou fait en sorte qu'il lui y soit livré quelque bien mobilier, pour consommation et usage par elle-même, dans les limites de ladite municipalité scolaire, doit payer auxdits commissaires d'écoles, sur le prix d'achat, une taxe n'excédant pas deux (2%) pour cent sur la consommation et l'usage dudit bien, soit une taxe équivalente à la taxe d'éducation qui eût été payable, si ce bien avait été acheté dans les limites de ladite municipalité scolaire.

Prélève-
ment et
percep-
tion.

2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions, et avec les mêmes sanctions et les mêmes exemptions que la taxe perçue en vertu du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

3. Les commissaires d'écoles de la susdite municipalité scolaire sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province de Québec, pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Stipula-
tion.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Droits
trans-
portés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles, concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Disposi-
tions ap-
plicables.

4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe

pality of Sainte-Germaine du Lac Etchemin.

Every person ordinarily residing within the limits of the school municipality of Sainte-Germaine du Lac Etchemin or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of any other person, brings or causes to be delivered to him there any moveable property, for consumption and use by himself, within the limits of the said school municipality, shall pay to the said school commissioners, on the purchase price, a tax not to exceed two (2%) per cent on the consumption and use of the said property, namely a tax equal to the education tax that would have been payable if such property had been purchased within the limits of the said school municipality.

Purchases
outside
territory.

2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions as the tax collected under chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments.

Levy and
collection.

3. The school commissioners of the aforesaid school municipality are authorized to make agreements with the Minister of Finance of the Province of Quebec for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Agree-
ments.

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Stipula-
tion.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act.

Rights
trans-
ferred.

4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by

Provisions
to apply.

d'éducation imposée par les commissaires the school commissioners under this act,
d'écoles, en vertu de la présente loi, *mutatis mutandis*.
mutatis mutandis.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entrera en vigueur
le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on ^{Coming}
the day of its sanction. _{into force.}
